

PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Direction du Développement Durable
et des Collectivités Locales
Bureau de l'environnement
DDDCL/BE/93S1100095A

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2014-2750 du 18 octobre 2014
relatif à la cessation d'activité de la société GRAFITIX INDUSTRIES
au 3/7 rue des Carrières à Epinay-sur-Seine

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le titre I^{er} du Livre V ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 novembre 1982, complété par l'arrêté préfectoral du 25 octobre 1995, réglementant les activités de formulation et conditionnement de produits chimiques de la société LAFORGE ET CIE sise 3/7 rue des Carrières à Epinay-sur-Seine ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 08-3299 du 23 octobre 2008 mettant à jour la réglementation applicable aux activités exploitées par les sociétés LAFORGE et GRAFITIX INDUSTRIES au 3/7, rue des Carrières à Epinay-sur-Seine ;

Vu la lettre du 18 novembre 2011 par laquelle Maître Patrice BRIGNIER informe la préfecture de sa nomination en qualité d'administrateur judiciaire de la société GRAFITIX INDUSTRIES dans le cadre d'un redressement judiciaire ;

Vu le jugement du Tribunal de Commerce de Bobigny du 11 juillet 2012 nommant Maître Pascal BALLY, mandataire liquidateur de la société GRAFITIX INDUSTRIES, entraînant la cessation des activités à cette date ;

Vu le mémoire de clôture du site industriel de la SAS GRAFITIX INDUSTRIES transmis le 8 juillet 2013 par Maître Pascal BALLY ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 24 septembre 2014, rédigé suite à sa visite sur site du 28 août 2014, au cours de laquelle il a été constaté le maintien de déchets dangereux et l'absence de mise en rétention des produits potentiellement polluants malgré la demande préfectorale du 31 août 2012, réitérée le 5 mars 2013 ;

Vu la transmission, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, du rapport susvisé à Maître Pascal BALLY, par courrier recommandé, réceptionné le 29 septembre 2014, lui permettant de formuler ses observations, dans un délai de quinze jours, au projet de mise en demeure de réaliser la mise en sécurité du site ;

Vu l'absence de réponse de Maître Pascal BALLY au courrier précité ;

Considérant que, lors de sa visite des installations classées de la société GRAFTIX INDUSTRIES le 28 août 2014, l'inspection des installations classées a constaté la présence de déchets dangereux et de produits potentiellement dangereux dont l'enlèvement avait déjà été demandé par lettres préfectorales des 31 août 2012 et 5 mars 2013 ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article R512-39-1 du code de l'environnement relatif à la mise à l'arrêt définitif et remise en état ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de mettre en demeure Maître Pascal BALLY de réaliser la mise en sécurité du site ;

Considérant qu'il convient de garantir la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

ARRETE

Article 1 : La société GRAFTIX INDUSTRIES, représentée par Maître Pascal BALLY, mandataire liquidateur nommé par le Tribunal de Commerce de Bobigny, devra réaliser la mise en sécurité du site sis 3/7 rue des Carrières à Epinay-sur-Seine, conformément aux dispositions de l'article R512-39-1 du code de l'environnement, et transmettre les justificatifs d'élimination des produits dangereux stockés sur site, **dans un délai d'un mois.**

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à Maître Pascal BALLY, par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 3 : En cas d'inobservation, par l'exploitant, des dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L.171-8 du code précité, relatif au contrôle et contentieux des installations classées.

Article 4 : Une copie du présent arrêté sera adressée au maire d'Epinay-sur-Seine pour information.

Article 5 : Voies et délais de recours (article R.514-3-1 du code précité) : la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil :

1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de **deux mois** qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai d'**un an** à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète de Saint-Denis, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le Préfet,

pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Hugues BESANCENOT